

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1913.

Projet de loi complétant la loi communale et relative aux traitements des agents des communes et des administrations subordonnées aux communes.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Les lois des 3 juillet 1894 et 27 février 1911 ainsi que la loi du 1^{er} mai 1911 ont eu pour objet d'assurer : les deux premières, aux secrétaires communaux, la troisième, aux receveurs communaux, un traitement en rapport avec l'importance des fonctions de ces précieux auxiliaires des communes et proportionné aux sérieuses garanties de capacité que leur emploi réclament, comme à la lourde responsabilité qui pèse sur ces agents de l'Autorité.

L'intervention du législateur, en cette matière, a été nécessitée par l'insuffisance des mesures prises par certaines communes pour permettre à leurs secrétaires et à leurs receveurs d'exercer leur mandat dans les conditions de dignité qui sont une des garanties de l'ordre public.

Mais, à côté de ces fonctionnaires, il existe toute une pléiade d'employés dont le concours est indispensable à la bonne administration de la chose publique, et qui ne trouvent, dans la législation, aucune garantie contre l'apathie ou l'indifférence de quelques administrations trop soucieuses d'économies irraisonnées, qui perdent de vue que, dans l'intérêt d'un bon recrutement de leur personnel, il importe d'accorder à ce dernier, une rémunération équitable.

C'est à ce personnel, dont l'effectif s'accroît sans cesse grâce au développement considérable des communes et des administrations subordonnées aux communes, que la présente proposition de loi a pour but de garantir une situation compatible avec les nécessités de la vie et les difficultés de la mission qu'il a à remplir.

Depuis une quinzaine d'années, presque toutes les administrations publiques ont inséré la clause du minimum de salaire dans le cahier des charges des travaux qu'elles mettent en adjudication.

Si l'on conçoit facilement que l'État, les provinces et les communes ont raison de prendre des mesures pour garantir pratiquement un salaire convenable aux ouvriers occupés par des entrepreneurs privés travaillant pour

le compte de l'administration, on estimera de même que les employés occupés directement par les communes doivent être également assurés d'un minimum de traitement.

Si nous considérons ce qui se passe dans le pays, au point de vue des traitements alloués aux agents des communes et des administrations placées sous la tutelle des communes, nous constatons des infériorités et des inégalités choquantes.

A côté d'administrations qui ont su faire leur devoir, combien ne s'en trouve-t-il pas qui ont lésiné ! De sorte que tels employés jouissent de traitements qui leur donnent satisfaction, tandis que d'autres végètent, ne tirant qu'à grand peine de leur travail les moyens de subvenir aux besoins de leur famille et n'y parvenant fréquemment qu'en s'imposant des sacrifices qui ne laissent pas intacte toujours leur dignité.

Cependant le travail réclamé des uns et des autres est approximativement le même ; les lois à appliquer, les règlements généraux et les instructions à faire observer ne varient pas selon les localités.

De plus, on peut dire que les connaissances et les capacités requises ne diffèrent pas.

Ne semble-t-il pas que, dans ces conditions, la rémunération devrait avoir un même point de départ, les différences ne pouvant se justifier que par les circonstances spéciales du milieu et par les causes locales, au nombre desquelles, en tout premier lieu, la cherté de la vie ?

Ce serait là une situation équitable qui ne trouve pas sa consécration dans les faits.

Quelques exemples que nous prenons dans une très récente enquête à laquelle a procédé la *Fédération nationale des Employés communaux*, l'établiront d'une façon frappante.

Cette enquête a révélé des situations lamentables.

Nous ne nous occuperons, en ce moment, que des traitements initiaux, et, pour mettre le mal en lumière, ne citerons que quelques chiffres, sans citer les localités désignées, au surplus, de manière précise dans un rapport détaillé publié par la Fédération précitée.

Il est établi notamment que certain règlement exige une première année de services absolument gratuits.

Ailleurs, en tenant compte du nombre d'heures de travail par jour et en fixant à 300 le nombre de jours ouvrables, on constate que les employés sont rémunérés à raison de 14, 17, 40, 42 et 50 centimes par heure d'occupation.

Dans la localité dont nous avons parlé en premier lieu, après douze mois de services gratuits, on arrive, pour 7 1/2 heures par jour, à 360 francs, ce qui représente exactement 16 centimes à l'heure.

On peut appliquer le même calcul aux traitements de début ci-après : 300, 400, 500, 600, 700, 750, 800, 850, 900 et 1,000 francs, traitements qui rémunèrent, non des services accessoires, ne réclamant que peu d'heures par jour, mais une journée normale comportant jusqu'à huit heures et demie de présence et de travail.

Il y a lieu de noter aussi que ces chiffres ne concernent pas des communes sans importance, mais des localités conséquentes, voire même des villes, et non des moindres.

Nous pouvons en conclure qu'une réforme s'impose et que, en présence de faits semblables, il est nécessaire que la loi intervienne pour protéger les faibles.

C'est la raison d'être de notre proposition.

*
* * *

Dans quel esprit cette proposition est-elle formulée? Nous avons eu en vue de concilier à la fois le besoin d'unification avec les contingences locales et le souci du respect de l'autonomie communale. Nous n'avons donc pas établi des règles absolues; nous avons voulu laisser un certain jeu facilitant l'application de nos propositions; le principe est celui-ci : un minimum national auquel vient s'ajouter, selon le milieu, un complément régional de traitement mis en rapport avec les circonstances locales.

Nous avons d'abord divisé les agents que la loi concerne en deux catégories : les employés de carrière, c'est-à-dire ceux dont les travaux administratifs forment la principale occupation et qui tirent, par suite de ces travaux, leurs ressources essentielles, et ceux pour lesquels les fonctions communales ne constituent qu'un appoint.

En ce qui concerne les premiers, la proposition fait de leur traitement deux parts : l'une, fixe; l'autre, variable.

La première de ces parts ne rénumère que le travail envisagé en lui-même, abstraction faite de toute considération étrangère, telle que cherté locale de la vie, influence des milieux, etc.

C'est ce que nous pourrions appeler le traitement national, parce qu'il s'applique indistinctement à tous les agents, quelles que soient la province et la localité, qu'il s'agisse de régions agricole ou industrielles, que les fonctions s'exercent dans une commune importante ou secondaire.

Comme nous l'avons dit ci-dessus, le travail administratif est le même partout. Il réclame le même effort, les mêmes aptitudes.

Il convient donc qu'il soit tarifé à un prix partout identique, en tant que le travail proprement dit.

Ainsi se justifie un minimum de traitement uniforme pour le pays entier.

Ce traitement, pour les employés âgés de 21 ans, nous l'avons fixé à 1,200 francs, chiffre absolument modéré, qui ne peut en rien porter ombrage aux finances des administrations intéressées et qui sauvegarde pleinement leur autonomie, puisque, contraintes seulement d'assurer un minimum d'existence, elles restent libres de dépasser le chiffre précité pour rémunérer, dans de meilleures conditions, la collaboration de leur personnel.

Mais il va sans dire que ce minimum ne peut servir qu'à fournir à l'employé, les ressources indispensables aux besoins de la vie, à strictement parler.

Il lui faut, en outre, les moyens de tenir, dans des conditions convenables,

le rang que lui assignent ses fonctions et qui lui donnera le prestige voulu dans son contact journalier avec la population.

Or, sous ce dernier rapport, les situations sont essentiellement variables,

Il fait plus dispendieux vivre dans tel endroit que dans tel autre, soit que les loyers et l'alimentation soient plus coûteux, soit que les salaires des personnes qu'on côtoie, atteignent un taux plus élevé, soit que les relations quotidiennes imposent des charges plus onéreuses.

On ne peut nier que dans les localités à population riche comme dans celles à gros salaires, l'employé soucieux d'occuper la place qui lui revient dans la société, sera astreint à des dépenses plus importantes que dans les communes dont les habitants n'ont que des ressources modestes.

C'est l'ambiance qui, dans ce cas, fait la loi.

Si nous jetons un coup d'œil autour de nous, nous constatons qu'il en est ainsi dans la vie ordinaire.

Prenons, par exemple, le salaire d'un ouvrier. Il n'est pas le même partout. Un ouvrier agricole, notamment, est mieux rémunéré dans les régions industrielles que dans les régions purement agricoles, parce que, dans les premières, le taux général des salaires est plus élevé.

Les ouvriers maçons, menuisiers, etc., gagnent aussi des salaires différents selon les régions dans lesquelles ils travaillent.

Dans une région déterminée, au contraire, tous les gens de même profession, sont payés d'égale façon.

Les règles que nous venons d'énoncer s'appliquent aux agents des administrations, comme à tous autres.

Il s'ensuit que la variabilité des traitements est une nécessité.

A côté du traitement minimum vient donc se placer un supplément qui sera différent selon les régions et dont l'importance dépendra des « circonstances de milieu et des besoins locaux ».

A quelle autorité incombera la mission de tracer les règles à mettre en usage pour déterminer ce supplément ?

Nous avons choisi les députations permanentes des conseils provinciaux parce que ces collèges nous paraissent les mieux qualifiés à cet effet, connaissant de manière approfondie, les situations et les besoins de chacune des provinces dont ils sont l'émanation, et étant au courant de toutes les circonstances qui doivent influencer sur le coût de la vie.

Un précédent nous traçait, au surplus, la voie à suivre.

Quand la législation a modifié l'article 122 de la loi communale relatif aux traitements des receveurs communaux, elle a laissé aux députations permanentes le soin d'établir le minimum à attribuer à ces fonctionnaires, de même que les bases de leur barème, et l'expérience a prouvé que cette procédure était la bonne.

*
* * *

Notre proposition prévoit aussi qu'il y aura dans chaque administration un barème déterminant l'avancement du personnel au point de vue de la rémunération et charge les députations permanentes de fixer les bases de

ces barèmes, bases qui seront elles-mêmes un minimum que les administrations pourront dépasser.

Dans l'enquête à laquelle s'est livrée la *Fédération nationale des Employés communaux* et dont nous nous sommes occupés ci-dessus, il a été constaté que dans nombre d'administrations il n'existe pas de barème des traitements.

Sur 150 administrations communales visées, 60 n'accordent pas cette garantie d'avenir à leur personnel. Sur 93 bureaux de bienfaisance et 59 hospices civils, il en est respectivement 77 et 45 qui ont négligé de traiter les règles d'avancement.

Ces constatations sont pénibles, parce que l'absence de barème dénote presque toujours un régime de bon plaisir et d'arbitraire. Les avantages ne vont pas au mérite, au travail et au zèle, mais à l'intrigue, aux recommandations, à la camaraderie politique.

C'est, en un mot, le régime de l'injustice.

Si les intérêts pécuniaires du personnel sont en jeu, une question de moralité doit aussi être considérée :

Sans barème, les employés deviennent forcément de perpétuels quémant-deurs chez lesquels doit s'affaiblir, sinon se perdre, tout sentiment de dignité, au fur et à mesure que se multiplient les demandes humiliantes ou que naît l'aigreur causée par des refus immérités.

Sous ce régime enfin, ce sont les intrigants qui percent, au grand détriment des modestes, inhabiles aux sollicitations, auxquels il répugne de faire leur propre panégyrique.

Tout indique donc la nécessité des barèmes de traitement.

Mais ici encore, la loi, à cause de la grande diversité des fonctions, ne pourrait que difficilement tracer des règles fixes, règles qui devront probablement subir l'influence des milieux.

Aussi est-ce aux députations permanentes que nous proposons de confier le soin de les déterminer.

Telles sont les solutions auxquelles nous nous sommes arrêtés pour la fixation des deux parties du traitement des employés de carrière.

Mais il n'y a pas que des agents de cette catégorie.

*
* *

Dans beaucoup d'administrations il est des employés qui n'assument que deux ou trois heures de travail par jour, d'autres n'ont de prestations à faire que certains jours de la semaine.

C'est le service de l'état-civil qui est détaché du secrétariat ou une aide accordée sous une autre forme au secrétaire communal.

D'autre part, dans nombre de communes, divers emplois accessoires sont confiés à des employés par cumul ou occupés même par d'autres personnes qui en font une source de revenus accessoires.

La Bienfaisance publique, notamment, compte quantité d'agents pour lesquels le travail que ce service leur impose ne forme qu'un appoint.

Or, il a été démontré par l'enquête à laquelle nous nous sommes déjà

référés par deux fois, qu'il s'exerce de ce côté une véritable exploitation : traitements dérisoires, absence de barème, stationnements prolongés, sinon interminables, au même traitement, etc.

Il convient que des mesures soient prises pour faire cesser cette situation.

En confiant aux députations permanentes le soin de réglementer toutes les situations qui, dans la province, peuvent être considérées comme accessoires ou comme s'écartant des règles normales, nous atteindrons ce but.

*
* *

Il nous reste à signaler deux mesures importantes que contient notre proposition : l'unification des traitements dans les agglomérations et la fixation d'un nombre maximum d'heures de travail.

Il est incontestable que, dans les centres importants, le coût de la vie ne diffère guère d'un point de ces centres aux autres.

Dans toute partie agglomérée, les devoirs sociaux, la manière de vivre, les besoins journaliers sont les mêmes pour chacun, qu'on habite la commune principale ou les communes voisines formant avec la première un tout indissoluble.

Il y a des divisions géographiques ou administratives, héritage du passé, qui disparaissent en fait, grâce aux développements presque inattendus que notre époque a réalisés.

A des situations égales, il faut des règles uniformes.

L'idée de l'unification dans les agglomérations n'est pas neuve, au surplus.

Notre législation en porte les traces.

Nous la trouvons consacrée dans l'article 37, § 3, de la loi du 27 novembre 1891 sur le domicile de secours qui, s'occupant du prix de la journée d'entretien dans les hôpitaux à rembourser par les communes, stipule que « pour les indigents ayant leur domicile de secours dans les communes formant agglomération avec la commune qui possède l'hôpital, il est réclamé le prix de la journée fixé par celui-ci ».

Ce n'est pas le seul exemple que nous puissions citer.

La loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières accorde certaines exemptions fiscales aux ouvriers propriétaires d'habitations d'un revenu cadastral déterminé.

Or, son article 10, tel qu'il a été modifié par la loi du 18 juillet 1893, prévoit que « lorsqu'une agglomération s'étend sur plusieurs communes, ces communes ou leurs parties agglomérées peuvent, quant au taux du revenu cadastral donnant droit à l'exemption, être rangées, par arrêté royal, dans la catégorie à laquelle appartient la commune la plus peuplée ».

Enfin, tout récemment, la loi du 12 décembre 1912, créant une taxe d'ouverture sur les débits en détail de boissons spiritueuses ou fermentées, a fait une nouvelle application de l'idée.

Ce n'est pas d'après la population de la commune que la taxe est établie, mais d'après la population de l'agglomération et l'article 17 qui donne le

barème de la taxe, prescrit « qu'un arrêté royal déterminera quelles communes ou parties de communes constituent, en ce qui concerne l'application du présent article, une agglomération ».

Les exemples ci-dessus nous dispensent de plus amples explications.

Comme le législateur l'a fait dans des questions importantes, nous estimons juste que les agglomérations voient leurs agents soumis à un régime unique.

*
* *

Il restait une dernière précaution à prendre.

On peut craindre que les administrations qui jusqu'ici ont payé des salaires réduits à leurs agents, forcés dorénavant de rémunérer ces derniers plus équitablement, ne cherchent une compensation dans la majoration des heures de service et n'arrivent ainsi à surmener leur personnel.

Un maximum d'heures de travail s'imposait donc.

Nous avons fixé ce maximum à sept heures. Il va sans dire que pour les employés qui, comme c'est encore le cas dans beaucoup d'administrations, accomplissent leur service sans interruption (de 9 heures du matin à 4 heures de relevée, par exemple), dans les sept heures est compris le temps nécessaire au ravitaillement de midi.

Si nous avons suivi le chiffre de sept heures, c'est qu'il se rapproche le plus de celui qui est généralement en usage.

Les agents communaux travaillent aujourd'hui le plus souvent six heures ou six heures et demie, de sorte que, en adoptant le maximum de sept, nous restons dans les limites d'une sage modération.

Une conséquence forcée du maximum d'heures, c'est la rémunération obligatoire des heures supplémentaires, dans le cas où des nécessités obligeraient d'y recourir.

La Députation permanente fixera le minimum de traitement à payer pour chaque en plus que le minimum légal d'heures.

Telle est la proposition de loi que nous soumettons à la législature avec la conviction qu'elle répond à un double besoin : l'intérêt des agents dont elle règle la situation et celui des administrations elles-mêmes qui, rémunérant désormais leur personnel dans de bonnes conditions, pourront ainsi se montrer particulièrement difficiles pour le recruter.

LÉON TROCLET.



PROPOSITION DE LOI

complétant la loi communale et relative aux traitements des agents des communes et des administrations subordonnées aux communes.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi communale après l'article 122 :

Art. 122^{bis}. — Les traitements des agents des communes et des administrations subordonnées aux communes sont fixés par le conseil communal ou les administrations intéressées, sous les réserves exprimées par la présente loi.

Art. 122^{ter}. — Ils se composent, en ce qui concerne les employés de carrière, de deux parties : l'une, fixe, qui ne peut être inférieure à 1,200 francs ; l'autre, variable, pour laquelle il est tenu compte des circonstances de milieu et des besoins locaux.

Art. 122^{quater}. — La députation permanente est chargée d'arrêter, pour la province entière, avec l'approbation du Roi, les règles d'après lesquelles cette dernière partie sera calculée, ainsi que les bases d'un barème déterminant l'avancement du personnel au point de vue de la rémunération.

WETSVOORSTEL

houdende aanvulling van de gemeentewet wat betreft de jaarwedde van de ambtenaren der gemeenten en der besturen die onder de gemeenten staan.

EERSTE ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden aan de gemeentewet toegevoegd, na artikel 122 :

Art. 122^{bis}. — De jaarwedden van de ambtenaren der gemeenten en besturen die onder de gemeenten staan, worden door den gemeenteraad of de belanghebbende besturen vastgesteld, onder het voorbehoud in deze wet uitgedrukt.

Art. 122^{ter}. — Zij bestaan, wat betreft de ambtenaren van beroep, uit twee deelen : het eene, zijnde een vast deel, dat niet minder dan 1,200 frank mag bedragen ; het andere, zijnde een veranderlijk deel, voor hetwelk rekening wordt gehouden met de omgevingsomstandigheden en de plaatselijke behoeften.

Art. 122^{quater}. — De Bestendige Deputatie is belast met het vaststellen, voor de gansche provincie, behoudens goedkeuring door den Koning, van de regelen volgens welke dit laatste deel wordt berekend, alsmede van de grondslagen van een weddestandaard, waarbij de bevordering van het personeel wordt

Art. 122⁵. — Dans le règlement qu'elle aura à élaborer, la députation permanente envisagera toutes les situations existant dans la province, qui peuvent être considérées soit comme accessoires, soit comme s'écartant des règles normales.

Art. 122⁶. — Les communes qui font partie de l'agglomération d'une ville sont assimilées à celle-ci.

Un arrêté de la députation permanente désignera, avec l'approbation du Roi, les communes et les villes de la province qui forment les diverses agglomérations.

Art. 122⁷. — Le nombre maximum d'heures de travail auquel s'appliquent les mesures édictées par les articles précédents, est de sept par jour.

Le minimum à payer par chaque heure en plus est fixé par la députation permanente.

ART. 2.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1914.

Les règlements provinciaux qui en seront la conséquence sortiront leurs effets à la même époque, tous les traitements étant révisés avec rétroactivité à la date ci-dessus.

bepaald in 't opzicht van de vergelding.

Art. 122⁵. — In het door haar op te maken reglement, neemt de Bestendige Deputatie in aanmerking al de voor de provincie bestaande toestanden, kunnende worden beschouwd hetzij als van bijkomenden aard, hetzij als afwijkende van de gewone regelen.

Art. 122⁶. — De gemeenten, welke deel uitmaken van de bebouwde kom eener stad, worden met deze gelijkgesteld.

Een besluit der Bestendige Deputatie bepaalt, behoudens goedkeuring door den Koning, de gemeenten en de steden der provincie die de verschillende bebouwde kommen uitmaken.

Art. 122⁷. — Het hoogste getal arbeidsuren, waarop de bij bovenstaande artikelen voorgeschreven maatregelen van toepassing zijn, is zeven per dag.

Het minimum, te betalen voor elk uur daarboven, wordt door de Bestendige Deputatie vastgesteld.

ART. 2.

Deze wet treedt in werking den 1^{sten} Januari 1914.

De provinciale verordeningen, welke daaruit moeten voortvloeien, hebben hare uitwerking op hetzelfde tijdstip, alle jaarwedden zijnde herzien met terugwerkende kracht op bovenvermelden datum.

LÉON TROCLET,
JOS. BOLOGNE,
AUGUSTEYNS,
A. BUYL,
F. COCQ.
E. ROYER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JULI 1913.

Wetsvoorstel houdende aanvulling van de gemeentewet wat betreft de jaarwedden van de ambtenaren der gemeenten en der besturen die onder de gemeenten staan.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wetten van 3 Juli 1894 en 27 Februari 1911, alsmede die van 1 Mei 1911 hadden ten doel te verzekeren, de twee eerste aan de gemeentesecretarissen en de derde aan de gemeenteontvangers, eene jaarwedde in verhouding tot de gewichtigheid van het ambt dier flinke gemeenteambtenaren en tot de ernstige waarborgen van bekwaamheid, door hun ambt vereischt, alsmede tot de zware verantwoordelijkheid welke drukt op die aangestelden van de Overheid.

De wetgever was wel verplicht op dat gebied handelend op te treden, doordat de maatregelen, door sommige gemeenten genomen, ontoereikend waren om hunne secretarissen en ontvangers in staat te stellen, hun ambt uit te oefenen met de waardigheid welke een van de waarborgen der openbare orde zijn.

Benevens deze ambtenaren zijn er echter tal van bedienden, wier medewerking onontbeerlijk is voor den geregelde gang van de openbare besturen en die in de bestaande wetten hoegenaamd geen waarborg vinden tegen de lafheid of onverschilligheid van sommige besturen; deze besturen, te veel bekommerd met onredematige bezuinigingen, vergeten dat, zoo men een degelijk personeel wil aanwerven, men aan dit personeel eene billijke bezoldiging dient toe te kennen.

Aan bedoeld personeel, dat gestadig talrijker wordt ten gevolge van de aanzienlijke uitbreiding der gemeenten en der besturen welke daarvan afhangen, wil ons wetsvoorstel een bestaan verzekeren, dat strookt met de behoeften van het leven en met de moeilijkheden van zijne zending.

Sedert een vijftiental jaren hebben bijna al de openbare besturen de bepaling van het minimum-loon opgenomen in het lastkohier der werken welke zij aanbesteden.

Begrijpt men zonder moeite dat de Staat, de provinciën en de gemeenten

terecht maatregelen nemen om in de practijk een behoorlijk loon te verzekeren aan de werklieden arbeidende voor aannemers die werken uitvoeren voor de rekening van het Bestuur, dan zal men ook aannemen dat de bedienden, die de gemeenten rechtstreeks in dienst nemen, eveneens recht hebben op eene minimum-jaarwedde.

Het volstaat een oogslag te werpen op wat zich in het land voordoet, wat betreft de jaarwedden toegekend aan de ambtenaren der gemeenten en der besturen die daarvan afhangen, om schreeuwende toestanden van minderheid en ongelijkheid vast te stellen.

Benevens besturen die aan hunnen plicht niet te kort kwamen, zijn er tal van besturen die schraapzuchtig te werk gingen ! Daaruit volgt dat sommige bedienden eene jaarwedde genieten, waarmee zij tevreden zijn, en dat andere bedienden integendeel sukkelen : dezen winnen ternauwernood genoeg om te voorzien in de behoeften van hun gezin en niet zelden kunnen zij slechts daarin voorzien mits opofferingen die hunne waardigheid krenken.

Nochtans wordt nagenoeg hetzelfde werk opgelegd aan beiden ; de toe te passen wetten, de algemeene verordeningen en onderrichtingen, welke zij moeten doen naleven, veranderen niet volgens de gemeenten.

Men kan daarenboven staande houden dat er geen verschil is in de vereischte kennis en bekwaamheid.

Zou, onder die omstandigheden, de bezoldiging niet moeten uitgaan van eenzelfde uitgangspunt ? De verschillen zouden enkel kunnen gewettigd zijn door de bijzondere plaatselijke omstandigheden en toestanden, waaronder de levensduurte in de eerste plaats voorkomt.

Dat ware billijk, doch werkelijk is dat het geval niet.

Enkele voorbeelden ontleend aan een onderzoek, waartoe in de jongste tijden werd overgegaan door den *Nationalen Bond van Gemeenteambtenaren*, zullen dat zonneklaar bewijzen.

Dat onderzoek heeft jammerlijke toestanden aan 't licht gebracht.

Thans zullen wij ons alleen met de aanvangswedden bezighouden en, om de slechte toestanden wel te doen uitschijnen, zullen wij slechts enkele cijfers aanhalen zonder de namen van de gemeenten te vermelden ; deze zijn overigens duidelijk aangewezen in een omstandig verslag, uitgebracht door bedoelden Bond.

Het is, onder andere, bewezen dat men, volgens zeker reglement, een eerste jaar werken moet zonder de minste bezoldiging te ontvangen.

Neemt men in andere gemeenten het getal uren werk per dag in aanmerking en bepaalt men het getal werkdagen op 300, dan stelt men vast dat de bedienden worden betaald tegen 14, 17, 40, 42 en 50 centiemen per uur arbeid.

In de gemeente, waarop wij in de eerste plaats wezen, trekt men, na twaalf maanden onbezoldigden dienst, 360 frank voor 7 1/2 uren per dag, wat juist neerkomt op 16 centiemen per uur.

Dezelfde berekening kan toegepast worden op de volgende aanvangswedden : 300, 400, 500, 600, 700, 750, 800, 850, 900 en 1,000 frank ; deze

wedden zijn de vergoeding, niet van bijkomende diensten die slechts enkele uren werk vergen per dag, doch van een gewonen arbeidsdag die tot acht en half uren bedraagt.

Er dient ook te worden opgemerkt dat die cijfers gelden niet voor onbelangrijke gemeenten, maar voor aanzienlijke gemeenten, ja zelfs voor steden, die niet tot de kleinste behooren.

Daaruit mogen wij besluiten dat eene hervorming volstrekt noodig is en dat, ten aanzien van soortgelijke feiten, de wet volstrekt moet optreden om de zwakken te beschermen.

Dat is dan ook de reden van ons wetsvoorstel.

*
* * *

Welke is de strekking van ons voorstel ? Wij hebben er ons op toegelegd, de noodige eenheid te doen samengaan met de plaatselijke omstandigheden en met de handhaving van de zelfstandigheid der gemeenten. Wij hebben dus geen volstrekte regelen bepaald ; wij wilden eene zekere vrijheid laten, waardoor onze voorstellen gemakkelijker zouden kunnen toegepast worden. Als beginsel geldt een minimum voor gansch het land, waarbij wordt gevoegd, volgens de gemeente, een aanvullende wedde voor de streek, in verhouding tot de plaatselijke omstandigheden.

In de eerste plaats hebben wij de bij de wet bedoelde bedienden in twee groepen ingedeeld : 1^o de bedienden van beroep, met name de bedienden wier bestuurswerk de hoofdbezigheid uitmaakt en die dus slechts in dat werk hoofdzakelijk hun bestaan moeten vinden ; 2^o de bedienden, voor wie de gemeenteambten eene bijzaak zijn.

Voor de eerste groep splitst het wetsvoorstel de jaarwedde in twee deelen : een vast deel en een veranderlijk deel.

Het eerste deel is enkel de bezoldiging van het werk op zich zelf beschouwd, buiten elke andere overweging, zooals plaatselijke levensduurte, invloed der plaatselijk omstandigheden, enz.

Dat deel zouden wij kunnen noemen « de nationale jaarwedde », omdat zij geldt voor al de bedienden zonder onderscheid, in alle provinciën en gemeenten zonder onderscheid, in de landelijke gemeenten zoowel als in de nijverheidsgemeenten, welke de gemeente ook zij, belangrijke of van minderen rang, waar het ambt wordt waargenomen.

Zooals wij het hierboven reeds zegden, is het bestuurswerk overal hetzelfde : het vereischt dezelfde krachtsinspanning, dezelfde bekwaamheid.

Het dient dus overal tegen een gelijken prijs te worden betaald, als werk op zichzelf genomen.

Dat is de rechtvaardiging van eene gelijke minimum-wedde voor het gansche land.

Deze wedde hebben wij bepaald op 1,200 frank voor de bedienden die 21 jaar oud zijn ; dat is een volstrekt gematigd bedrag ; het kan de financiën van de belanghebbende besturen geenszins in gevaar brengen en het vrijwaart volkomen hunne zelfstandigheid, vermits zij enkel gedwongen zijn

eene minimum-wedde te verzekeren en het haar vrij staat, dit bedrag te overschrijden om het werk van hun personeel op betere wijze te vergelden.

Het spreekt echter vanzelf dat bedoeld minimum enkel dienen kan om aan den beambte de middelen te verschaffen, die, stipt genomen, onontbeerlijk zijn om te leven.

De beambte moet daarenboven beschikken over de vereischte middelen opdat hij den rang, die hem door zijne bediening is aangewezen en hem het noodige gezag zal geven voor zijn dagelijkschen omgang met de bevolking, behoorlijk ophoude.

Nu, op dit gebied zijn de toestanden uit hunnen aard zelf veranderlijk.

Het leven is duurder in deze gemeente dan in gene, hetzij omdat de huishuur en de levensmiddelen meer kosten, hetzij omdat de werkloonen der personen, met wie men moet omgaan, hooger zijn, hetzij omdat de dagelijksche betrekkingen grootere lasten opleggen.

Het valt niet te ontkennen dat in de gemeenten met eene rijke bevolking, evenals in die waar hooge loonen worden betaald, een beambte, die den rang, welke hem in de samenleving toekomt, wenscht te bekleeden, verplicht zal zijn, hoogere uitgaven te doen dan in de gemeenten waarvan de inwoners slechts over geringe geldmiddelen beschikken.

't Is de omgeving, welke in dit geval de wet stelt.

Gaan wij na wat er rondom ons gebeurt, dan stellen wij vast dat het inderdaad zoo gaat in het gewone leven.

Men neme, bij voorbeeld, het loon van een werkman. Niet overal is het gelijk. Een landarbeider wordt beter betaald in de nijverheidsstreken dan in de loutere landbouwstreken, omdat het bedrag der loonen over 't algemeen hooger is in de nijverheidsstreken.

Ook het loon van de metsers, van de timmerlieden, enz., verschilt volgens de streek waar zij arbeiden.

Echter, in eene bepaalde streek worden al de lieden van hetzelfde bedrijf op gelijke wijze betaald.

Deze regelen zijn van toepassing op de bedienden van de besturen, evenals op alle overige.

Daaruit volgt dat de verscheidenheid in de jaarwedden eene noodzakelijkheid is.

Benevens de minimum-wedde is er dus eene aanvullende wedde, welke zal verschillen volgens de streken en waarvan het bedrag zal afhangen van « de plaatselijke omstandigheden en behoeften ».

Welke overheid zal men belasten met het bepalen van de regelen, die men volgen zal om die aanvullende wedde vast te stellen?

Wij wijzen de bestendige deputatiën van de provinciale raden daartoe aan, omdat, naar het ons toeschijnt, deze colleges daartoe het best geschikt zijn; zij kennen inderdaad grondig de toestanden en de behoeften van elke provincie welke zij vertegenwoordigen; ze zijn op de hoogte van al de omstandigheden welke de levensduurte moeten beïnvloeden.

Trouwens, een vroegere maatregel wees ons aan, welken weg wij behoeften te volgen.

Toen de Wetgevende Kamers artikel 122 van de gemeentewet betreffende de jaarwedden der gemeenteontvangers wijzigden, droegen zij aan de bestendige deputatiën de taak op, de minimum-wedde dier ambtenaren, evenals de grondslagen van hunnen loonstandaard vast te stellen, en uit het verleden is gebleken dat deze handelwijze de goede was.

*
* *

Ons voorstel voorziet ook dat, voor elk bestuur, een loonstandaard de bevordering van het personeel met het oog op de bezoldiging regelt; het belast de bestendige deputatiën met het vaststellen van de grondslagen van dezen standaard, welke grondslagen zelf een minimum zullen uitmaken, dat de besturen mogen overschrijden.

Uit het onderzoek, ingesteld door den *Nationalen Bond van de Gemeente-ambtenaren* en waarvan hierboven sprake was, is gebleken dat in tal van besturen geen loonstandaard bestaat.

Op 150 gemeentebesturen zijn er 60, die aan hun personeel dezen waarborg voor de toekomst niet verleenen. Op 93 weldadigheidsbureelen en 59 burgerlijke godshuizen zijn er onderscheidenlijk 77 en 45, die het regelen van de bevordering hebben verwaarloosd.

Dat zijn pijnlijke bevindingen, want het gebrek aan loonstandaard is schier altijd een bewijs dat er willekeur heerscht. Niet de verdienste, het werk en de ijver, maar de kuiperij, de aanbevelingen, de politieke klikgeest becomen de voordeelen.

Kortom, dat is het stelsel van de onrechtvaardigheid.

Geldt het de geldelijke belangen van het personeel, dan moet ook de zedelijke zijde van het vraagstuk in aanmerking genomen worden.

Zoo er geen loonstandaard bestaat, dan worden de beambten noodzakelijkerwijs verzoekers die bij voortduur aandringen en bij wie elk waardigheidsgevoel, moet verzwakken, ja, verdwijnen, naar gelang de vernederende aanvragen worden herhaald of de verbittering ontstaat ten gevolge van onverdiende weigeringen.

Eindelijk, onder dit stelsel, zijn het de indringers die vooruitkomen tot groot nadeel van de bescheiden beambten die niet geschikt zijn om te vragen en wien het geenszins bevalt, hun eigen lof te maken.

Van alle zijden blijkt dus hoe het noodig is, een loonstandaard in te voeren.

Doch hier ook zou de wet, uit hoofde van de groote verscheidenheid der bedieningen, slechts bezwaarlijk vaste regelen kunnen bepalen; deze regelen zullen wellicht door de plaatselijke omstandigheden beïnvloed worden.

Ook stellen wij voor, het vaststellen dier regelen toe te vertrouwen aan de Bestendige Deputatiën.

Dit zijn de oplossingen welke wij voorstellen om de twee deelen van de wedde der vaste beambten te bepalen.

Doch er zijn nog andere beambten.

*
* *

In tal van besturen zijn er beambtendies slechts twee of drie uren per dag komen werken ; andere werken slechts sommige dagen in de week.

Dat is het geval, wanneer het geldt den dienst van den burgerlijken stand buiten de secretarie of wanneer de gemeentesecretaris op eene andere wijze een helper krijgt.

Anderdeels worden, in tal van gemeenten, verschillende bijkomende bedieningen toevertrouwd aan beambten, die reeds eene andere betrekking waarnemen, ofwel aan andere personen die zich daardoor bijkomende inkomsten verschaffen.

Zóó zijn er, in den dienst van de Openbare Weldadigheid, tal van beambten, voor wie het door dezen dienst opgelegde werk slechts eene bijzaak is.

Nu, uit het onderzoek, waarop wij reeds tweemaal hebben gewezen, blijkt, dat op dit gebied eene echte uitbuiting wordt gepleegd : de jaarwedden zijn bespottelijk gering, er bestaat geen loonstandaard, de jaarwedde blijft zooniet altijd, dan toch gedurende geruimen tijd onveranderd.

Maatregelen dienen te worden genomen om dezen toestand te doen ophouden.

Dit doel zullen wij bereiken door aan de Bestendige Deputatiën de taak op te dragen, al de diensten te regelen, welke, in de provincie, kunnen worden beschouwd als bijkomende diensten of als afwijkende van de regelmatig ingerichte diensten.

*
* *

Wij moeten nog wijzen op twee belangrijke maatregelen, door ons voorstel aangeprezen : het brengen van eenheid in de jaarwedden van de bedienden behorende tot gemeenten, die met eene stad ééne agglomeratie uitmaken, en het bepalen van een hoogste getal arbeidsuren.

Het is zeker dat de levensduurte bijna niet verschilt op de verscheidene punten van de belangrijke centra's.

In elke agglomeratie zijn de maatschappelijke plichten, de levenswijzen, de dagelijksche behoeften dezelfde voor iedereen, men bewone de voornaamste gemeente of de omliggende gemeenten die met de eerste een geheel vormen.

Er bestaan verdeelingen van grondgebied of van bestuur, die ons uit het verleden zijn overgebleven, doch feitelijk verdwijnen ten gevolge van den schier onverhoopten ontwikkelingsgang van onzen tijd.

Bij gelijke toestanden passen gelijke regelen.

Het denkbeeld van de eenmaking in de agglomeraties is trouwens niet nieuw.

Onze wetgeving draagt er sporen van.

De eenmaking werd gehuldigd in artikel 37, § 3, der wet van 27 November 1891 op den openbaren onderstand ; dit artikel handelt over den door de gemeenten terug te betalen prijs van den onderhoudsdag in de gasthuizen en luidt : « Voor de behoeftigen die hun domicilie van onderstand hebben in de gemeenten welke slechts ééne agglomeratie uitmaken met de

gemeente waar het gasthuis bestaat, is verschuldigd de prijs van den onderhoudsdag, zooals hij door dit laatste is bepaald. »

Dit is niet het eenige voorbeeld dat wij kunnen aanhalen.

De wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen verleent zekere fiskale vrijstellingen aan de werklieden die eigenaar zijn van woningen met een bepaald kadastraal inkomen.

Nu, artikel 10 dezer wet, gewijzigd door de wet van 18 Juli 1893, luidt : « Wanneer eene agglomeratie verscheidene gemeenten omvat, kunnen deze gemeenten of de bebouwde gedeelten daarvan bij koninklijk besluit worden gerangschikt, wat betreft het bedrag van het kadastraal inkomen dat recht geeft op de vrijstelling, in de groep, waarvan de meest bevolkte gemeente deel uitmaakt. »

Eindelijk werd onlangs het denkbeeld nogmaals toegepast door de wet van 12 December 1912, waarbij eene openingstaxe wordt gesteld op de slijterijen van alcoholhoudende of gegiste dranken

Deze taxe wordt bepaald niet volgens de bevolking van de gemeente, maar volgens de bevolking van de agglomeratie, en artikel 17, dat het bedrag van de taxe vaststelt, luidt : « Een koninklijk besluit bepaalt welke gemeenten of gedeelten van gemeenten eene agglomeratie uitmaken, wat betreft de toepassing van dit artikel ».

Deze voorbeelden maken verderen uitleg overbodig.

Vermits de wetgever het deed in belangrijke zaken, achten wij het billijk dat de beambten der agglomeratie aan een gelijke regeling worden onderworpen.

*
* * *

Eene laatste voorzorg diende te worden genomen.

Het is te vreezen dat, wanneer de besturen, die tot nu toe mindere loonen betaalden aan hunne beambten, zullen gedwongen zijn, deze beambten op meer rechtvaardige wijze te bezoldigen, zij de meerdere uitgaven zullen trachten in te winnen door het getal diensturen te vermeerderen en aldus hun personeel zullen afbeulen.

Het was dus noodig, een hoogste getal arbeidsuren te bepalen.

Dit maximum bepaalden wij op zeven uren. Het spreekt vanzelf dat, voor de beambten die, zooals het nog het geval is in menig bestuur, zonder onderbreking van dienst zijn (bijvoorbeeld, van 9 uur voornoen tot 4 uur nanoen), in deze zeven uren begrepen is de noodige tijd voor het middagmaal.

Wij bepaalden zeven uren, omdat dit den over 't algemeen geldenden dienstduur het meest nabijkomt.

De gemeentebeambten werken thans meestal zes uren of zes uren en half, zoodat wij, door het maximum te bepalen op zeven, binnen redelijke grenzen blijven.

Een onvermijdelijk gevolg van het bepalen van een hoogste getal arbeidsuren is de verplichte vergelding van de overuren, wanneer de toestanden deze opleggen.

Het minimum, te betalen voor elk uur boven het wettelijk maximum, zal door de Bestendige Deputatie worden vastgesteld.

Aldus luidt het wetsvoorstel dat wij aan de Wetgevende Kamers onderwerpen; wij zijn overtuigd dat het aan eene dubbele behoefte beantwoordt : aan het belang van de beambten, wier toestand daardoor wordt geregeld, en aan dit van de besturen zelf, die voortaan hun personeel goed zullen betalen en zich bijgevolg bijzonder streng zullen mogen toonen bij het benoemen van dit personeel.

LEON TROCLET.



PROPOSITION DE LOI

complétant la loi communale et relative aux traitements des agents des communes et des administrations subordonnées aux communes.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi communale après l'article 122 :

Art. 122^{bis}. — Les traitements des agents des communes et des administrations subordonnées aux communes sont fixés par le conseil communal ou les administrations intéressées, sous les réserves exprimées par la présente loi.

Art. 122^{ter}. — Ils se composent, en ce qui concerne les employés de carrière, de deux parties : l'une, fixe, qui ne peut être inférieure à 1,200 francs ; l'autre, variable, pour laquelle il est tenu compte des circonstances de milieu et des besoins locaux.

Art. 122^{quater}. — La députation permanente est chargée d'arrêter, pour la province entière, avec l'approbation du Roi, les règles d'après lesquelles cette dernière partie sera calculée, ainsi que les bases d'un barème déterminant l'avancement du personnel au point de vue de la rémunération.

WETSVOORSTEL

houdende aanvulling van de gemeentewet wat betreft de jaarwedde van de ambtenaren der gemeenten en der besturen die onder de gemeenten staan.

EERSTE ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden aan de gemeentewet toegevoegd, na artikel 122 :

Art. 122^{bis}. — De jaarwedden van de ambtenaren der gemeenten en besturen die onder de gemeenten staan, worden door den gemeenteraad of de belanghebbende besturen vastgesteld, onder het voorbehoud in deze wet uitgedrukt.

Art. 122^{ter}. — Zij bestaan, wat betreft de ambtenaren van beroep, uit twee deelen : het eene, zijnde een vast deel, dat niet minder dan 1,200 frank mag bedragen ; het andere, zijnde een veranderlijk deel, voor hetwelk rekening wordt gehouden met de omgevingsomstandigheden en de plaatselijke behoeften.

Art. 122^{quater}. — De Bestendige Deputatie is belast met het vaststellen, voor de gansche provincie, behoudens goedkeuring door den Koning, van de regelen volgens welke dit laatste deel wordt berekend, alsmede van de grondslagen van een weddestandaard, waarbij de bevordering van het personeel wordt

Art. 122⁵. — Dans le règlement qu'elle aura à élaborer, la députation permanente envisagera toutes les situations existant dans la province, qui peuvent être considérées soit comme accessoires, soit comme s'écartant des règles normales.

Art. 122⁶. — Les communes qui font partie de l'agglomération d'une ville sont assimilées à celle-ci.

Un arrêté de la députation permanente désignera, avec l'approbation du Roi, les communes et les villes de la province qui forment les diverses agglomérations.

Art. 122⁷. — Le nombre maximum d'heures de travail auquel s'appliquent les mesures édictées par les articles précédents, est de sept par jour.

Le minimum à payer par chaque heure en plus est fixé par la députation permanente.

ART. 2.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1914.

Les règlements provinciaux qui en seront la conséquence sortiront leurs effets à la même époque, tous les traitements étant révisés avec rétroactivité à la date ci-dessus.

bepaald in 't opzicht van de vergelding.

Art. 122⁵. — In het door haar op te maken reglement, neemt de Bestendige Deputatie in aanmerking al de voor de provincie bestaande toestanden, kunnende worden beschouwd hetzij als van bijkomenden aard, hetzij als afwijkende van de gewone regelen.

Art. 122⁶. — De gemeenten, welke deel uitmaken van de bebouwde kom eener stad, worden met deze gelijkgesteld.

Een besluit der Bestendige Deputatie bepaalt, behoudens goedkeuring door den Koning, de gemeenten en de steden der provincie die de verschillende bebouwde kommen uitmaken.

Art. 122⁷. — Het hoogste getal arbeidsuren, waarop de bij bovenstaande artikelen voorgeschreven maatregelen van toepassing zijn, is zeven per dag.

Het minimum, te betalen voor elk uur daarboven, wordt door de Bestendige Deputatie vastgesteld.

ART. 2.

Deze wet treedt in werking den 1^{sten} Januari 1914.

De provinciale verordeningen, welke daaruit moeten voortvloeien, hebben hare uitwerking op hetzelfde tijdstip, alle jaarwedden zijnde herzien met terugwerkende kracht op bovenvermelden datum.

LÉON TROCLET,
JOS. BOLOGNE,
AUGUSTEYNS,
A. BUYL,
F. COCQ.
E. ROYER.